



La restructuration mondiale de l'industrie militaire

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. La restructuration mondiale de l'industrie militaire. Cahiers de l'Espace Europe, Espace Europe, 2003. hal-02652049

HAL Id: hal-02652049

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02652049>

Submitted on 29 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La restructuration mondiale de l'industrie militaire

Pax Economica,

Jacques Fontanel

Université Pierre Mendès France,
Grenoble, 2003

Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, les dépenses militaires mondiales ont été réduites de plus d'un tiers, principalement en Russie, dans les économies en transition et dans certains pays occidentaux. Cependant, les pays d'Asie du sud-est réarment progressivement et l'année 2000 s'est caractérisée par un début de renversement de la tendance. Il en résulte une perte des repères stratégiques et l'émergence, même non révélée, d'une tentation hégémonique. La restructuration des industries d'armement est d'abord présentée comme un facteur de « destruction créatrice ». Comme les besoins militaires et stratégiques sont différents de ceux qui étaient nécessaires pendant la guerre froide, les nouvelles formes d'armement se font aussi sur la base de « désarmement » d'un certain nombre d'activités. Depuis le 11 septembre 2001, les conditions géopolitiques mondiales ont changé. Il en résulte de nouvelles interrogations quant aux nouveaux moyens à mettre en place pour lutter contre les nouvelles menaces.

Est-ce que la restructuration de l'industrie militaire eut être favorable au développement économique des pays producteurs ?

La restructuration économique du secteur militaire suppose à la fois l'arrêt des équipements jugés partiellement obsolètes et l'essor de nouveaux types d'armement, impliquant parfois de nouvelles compétences. Les dépenses militaires ont un coût d'opportunité souvent jugé élevé, en détournant des moyens financiers nécessaires au secteur civil. Il existe plusieurs formes de désarmement, comme la réduction des dépenses militaires, la suppression des stocks d'armes, ou l'élimination de certaines armes particulières. Dans le cadre d'une économie cosmopolite ou pacifique, elles sont jugées improductives,

alors qu'elles sont supposées produire un service de sécurité nationale¹. Cependant, l'arrêt des productions d'armes a des effets différenciés, les "dividendes de la paix" n'étant pas assurés. En effet, un désarmement négocié peut conduire à une coûteuse destruction de stocks d'armes. Celle-ci ne garantit pas une réduction des forces et des capacités stratégiques des pays au regard de l'importance des stocks de réserve. Enfin, la conversion directe des productions militaires en productions civiles constitue un risque économique considérable, pour des raisons technologiques (inadaptation rapide d'une technologie militaire sophistiquée aux contraintes d'une production de masse), de marchés à l'international déjà fortement encombré ou des coûts à engager in situ. Les transferts entre les technologies militaires et civiles supposent une adaptation des priorités. La procédure de réduction spontanée des dépenses militaires n'a pas provoqué les importants « dividendes de la paix » attendus, alors que les menaces des stocks d'armes nucléaires sont toujours bien réelles. Au contraire, le désarmement a provoqué des crises économiques sectorielles et régionales profondes, notamment dans les pays de l'ex URSS².

Le processus de désarmement conduit d'abord à une situation de récession économique qui implique de lourds investissements en vue de remplacer l'obsolescence forcée d'un capital productif important³. Le désarmement « spontané » des pays de l'Union soviétique a été vécu comme une défaite idéologique, politique et économique. La Russie a ainsi perdu les « fleurons de son industrie », car leurs stratégies étaient inadaptées aux conditions économiques nouvelles de la transition. Pourtant, dans les rapports des Nations Unies, l'URSS paraissait le pays pour lequel la conversion devait être la plus intéressante économiquement, compte tenu de l'existence d'un potentiel considérable de consommation solvable non satisfaite et de la capacité des entreprises à produire des biens à double utilisation, militaire et civile⁴. Or, compte tenu des infrastructures désuètes, des effets d'inertie, des installations industrielles dépassées, d'une très insuffisante culture marchande et de la crise économique, les résultats ont été catastrophiques. Le complexe militaro-industriel a été incapable de se reconvertir, malgré les grands espoirs fondés sur lui. Le secret militaire et la recherche excessive de la création de nouvelles performances ont favorisé la création de produits à « technologie baroque »⁵. A court terme il existe peu d'applications duales pour les produits fabriqués

¹ Fontanel, J. and Smith, R., 1985. L'effort économique de défense. ARES, n Spécial, Grenoble, Lyon.

² Fontanel, J. (1998), L'avenir de l'économie russe, Collection Débats, PUG, 1998, Grenoble

³ Fontanel, J., Ward, M. (2002), A hard look at the costs of peace, World Economics.

⁴ Organisation des Nations Unies (1981), Etude des rapports entre désarmement et développement, A/36/356, ONU, New York, 3 septembre.

⁵ Kaldor M. (1982), The baroque arsenal, Deutsch, London.

directement à des fins militaires. Le Complexe militaro-industriel (CMI) a toujours disposé de privilèges et d'appuis politiques et économiques non négligeables. Les obstacles du secret militaire et des règles administratives très strictes créent une véritable culture d'entreprise, peu conforme aux exigences du marché.

Les Etats-Unis ont cherché à rentabiliser leurs retombées militaires dans le cadre de la reconversion des industries de défense, en réduisant d'abord de moitié les fournisseurs attitrés du Pentagone et en fixant des normes commerciales pour les achats militaires. Les technologies duales ont pu s'exprimer dans le domaine civil. Le Pentagone a même exprimé l'idée de remplacer ses anciens satellites par des satellites commerciaux. L'hégémonie américaine risque, à terme, de poser problème.

Les partisans de la conversion directe (de l'épée aux charrues) considèrent qu'il existe souvent des opportunités importantes dans le secteur civil qui n'ont pas été exploitées⁶. Cependant, plusieurs situations économiques bien connues peuvent tempérer leur argumentation, comme les coûts de la conversion des installations industrielles et le recyclage des forces de travail et de la gestion, les engagements financiers importants pour entrer dans les marchés civils ou l'existence d'espaces de profit sur les marchés civils concernés. Une politique économique adaptée s'impose donc, dont l'efficacité dépendra évidemment de la qualité des décisions publiques.

Les crises industrielles régionales

Avant 2001, il y avait cinq tendances lourdes en matière d'industrie d'armement depuis la fin de la guerre froide.

- La réduction des budgets, notamment de la RD militaire, est importante, même aux Etats-Unis.

- La recherche de coopérations industrielles, en vue d'augmenter les séries et de développer les économies d'échelle, devient nécessaire parfois.

- Une surproduction de l'armement sur un marché réglementé a permis les « exportations paupérisantes », les cessions d'activité, les récessions ou les fusions, dans un processus d'exclusion progressive de l'apport de l'Etat dans le capital des entreprises

- La consolidation de l'industrie d'armement américaine a été très rapide, grâce à la fois à l'aide de l'Etat en vue de la rationalisation et de la réduction des coûts, et à une politique de concentration des activités militaires, en opposition avec les autorités "antitrust", en vue de réunir toutes les capacités de savoir faire et de recherche et de développement de haute technologie auprès d'une firme nationale⁷.

⁶ Fontanel, J. (1995), Les dépenses militaires et le désarmement, Publisud, Paris.

⁷ Fontanel, J. (1994), La conversion économique du secteur militaire, Economica, Paris.

- Le processus d'internationalisation de l'armement européen n'a pas conduit à une meilleure rationalisation (lourdeurs administratives, faible part de marchés, nationalisme industriel). Le principe de "juste retour", le caractère supranational des achats à long terme, l'importance de la "préférence européenne" et le maintien de la coopération transatlantique font toujours débat.

A court terme, les exportations d'armes ont été favorisées, sur un marché pourtant très déprimé et largement dominé par les matériels d'occasion des anciens pays du Pacte de Varsovie et les armes sophistiquées de l'industrie américaine. A moyen terme, la douloureuse restructurations et la spécialisation des entreprises. Enfin, la privatisation et la fusion des entreprises publiques ou privées d'armement reposent sur l'idée selon laquelle le marché est capable d'assurer la survie des entreprises. Seuls les critères de gestion sont transformés, par la recherche du profit et l'affaiblissement des concepts de sécurité et de défense nationales.

La notion de globalisation exprime l'intégration des activités productives et commerciales dans un système de marché global. Elle s'applique à la chaîne de création de la valeur, de la simple exportation à l'intégration globale de la production, en passant par tous les stades intermédiaires. Au départ, la restructuration a un coût. Comme tout processus d'investissement, elle suppose des succès ou des échecs possibles, et donc des risques économiques. D'un point de vue culturel, le secteur militaire, s'exprime principalement dans le domaine de la haute technologie, mais la « priorité défense » qu'il exerce est susceptible de retarder ou de modifier le progrès technologique.

Trois hypothèses sont généralement retenues pour l'étude de l'efficacité économique de la R&D militaire. D'abord, l'effet d'éviction suppose que les crédits engagés dans la R&D militaire le sont au détriment du secteur civil (hommes, équipements, innovations), ce que l'histoire récente n'a pas permis de vérifier. Ensuite, les transferts de technologie entre le secteur militaire et le secteur civil supposent le passage d'une priorité technologique et stratégique à une priorité économique. Enfin, l'effet de traction de la demande ("demand-pull effect") indique qu'une demande supplémentaire de R&D favorise les forces d'innovation.

La restructuration et la paix

Depuis 2001, la restructuration ne veut plus dire désarmement, mais « refonte » des stratégies militaro-économiques en fonction des nouvelles contraintes et menaces internationales. Les variables fondamentales de la course aux armements restent présentes. D'abord, plus la croissance économique augmente, plus les dépenses militaires tendent à augmenter. Ensuite, les « griefs » ont changé de nature. Ils ne s'expriment plus dans l'ordre systémique.

Avec l'extension de l'OTAN et la présence de l'OSCE, les risques de conflits entre les grandes puissances, grandes causes des courses aux armements s'estompent. Il faut cependant aujourd'hui porter une attention particulière sur les nouvelles formes de conflit, notamment l'essor des attentats terroristes. Enfin, la course aux armements est influencée par les dépenses militaires du pays ennemi, adversaire ou concurrent. Aujourd'hui, malgré les velléités chinoises et le maintien de la force militaire de la Russie, les Etats-Unis dominent l'espace militaire stratégique dans le monde. Washington oblige ses adversaires potentiels à innover et à trouver de nouvelles techniques pour éroder son pouvoir. Aujourd'hui la crise économique des pays anciennement socialiste est telle qu'un déséquilibre important s'est creusé, au bénéfice presque exclusif des Etats-Unis. Trois facteurs semblent caractériser cette nouvelle situation :

- D'abord, la réduction des dépenses militaires de 1990 à 2001 a provoqué des déséquilibres stratégiques, dont les effets et le caractère réversible sont encore difficiles à déterminer⁸. La coopération industrielle est de plus en plus acceptée, mais elle est le plus souvent le résultat d'une décision plus politique qu'économique.

- Ensuite, la restructuration des industries d'armement des grandes puissances s'est déroulée dans une atmosphère de crise économique régionale et sectorielle. l'art militaire reste à l'écoute des progrès technologiques.

- Enfin, les industries d'armement américaines se sont restructurées et leur pouvoir de pression s'est renforcé, mais de nouvelles menaces surgissent à l'horizon, que les processus de globalisation risquent, à terme, de rendre plus difficiles à accepter⁹. Les « investissements de la paix » n'ont pas encore produits des résultats significatifs¹⁰.

Les grandes puissances vont intervenir dans les conflits locaux, sans pour autant se menacer mutuellement. Les nouvelles générations d'armes sont fondées sur les technologies de l'information, en formes de méta-systèmes, qualifiant ainsi l'imbrication complète des systèmes d'armes et de la chaîne des

⁸ Matelly, S. (2000), Les déterminants économiques des dépenses militaires, Thèse, Grenoble, 30 septembre.

⁹ La fin de la guerre froide a brutalement balayé les hypothèses sur lesquelles reposaient les plans des systèmes d'armes futurs. Les Etats-Unis ont mis en place de nouveaux programmes et une nouvelle génération d'armements, aux coûts considérables. Commencée en 1991, la construction par les Etats-Unis des programmes F-22 (livraison prévue en 2004) et F/A-18E/F (livraison prévue pour 2001) vont coûter respectivement 17 et 2 milliards de dollars de recherche-développement. Pour la France, le Rafale, commencé en 1987 et sorti en 2004, coûtera 7 à 8 milliards de dollars en R&D. Les Etats-Unis ont lancé le Joint Strike Fighter (JSF) pour 2,2 milliards de dollars, pour 3000 appareils pour 2008. Les Européens étudient le Future Offensive Aircraft pour une opération initiale en 2015. La domination des pays de l'OTAN est sans partage, malgré la menace potentielle de la Chine et de l'Inde.

¹⁰ UNIDIR (1992), Economic Aspects of Disarmament : Disarmament as an Investment Process, United Nations, A/47/346, 27 August, Geneva.

commandements. La mise en place de virus informatiques susceptibles de rendre inoffensives les armes des adversaires constitue un instrument d'une puissance considérable. Il s'agit principalement de mettre en place un système des systèmes, fondé la numérisation, le traitement informatique et le positionnement géopolitique global et dans ce domaine, les Etats-Unis ont une longueur d'avance. On assistera à "la montée en puissance de l'information par rapport à celle des masses de produits matériels"¹¹. Un nombre limité d'industriels maîtrise la production de ces nouveaux matériels, renforçant ainsi l'influence du complexe militaro-industriel. L'Europe étant branchée sur les réseaux américains, il en résulte une dépendance certaine qui renforce la supériorité de l'armée américaine. Les Etats-Unis réclament même l'interopérabilité des équipements sur la base des technologies militaires américaines. Dans ce cas, la loi du plus fort semble l'emporter, avec d'importantes retombées civiles sur la domination des entreprises américaines dans le monde.

Au début des années 1960, J.K. Galbraith¹² s'était interrogé, avec d'autres scientifiques, sur les risques inhérents à la paix ou plus exactement à la disparition des guerres. Il n'existe pas de substituts valables aux fonctions militaires des conflits. La guerre exerce des fonctions importantes. D'abord, elle fournit le moyen le plus efficace de réalisation de la stabilité et du contrôle des économies nationale, assurant une certaine subordination des citoyens à l'Etat. Au plan économique, le système fondé sur la guerre ou sa menace a démontré son efficacité depuis les débuts de l'histoire. Le traité de Rome et l'Organisation Mondiale du Commerce reconnaissent aux gouvernements un droit inaliénable sur la gestion de leur défense et de leur sécurité nationales. Or, les Etats-Unis ont toujours utilisé le secteur militaire pour mettre en place une politique industrielle nationale. Dans le même courant de pensée, pour Jacques Attali¹³, la guerre est la manifestation extrême de la concurrence industrielle, de la création de demande et de la mise au travail des forces productives. Le conflit permet la relance de la production, il transforme les modes de consommation et les habitudes sociales..

Pour les Etats-Unis, l'ouverture des frontières économiques est un facteur de paix mondiale. La paradigme du « laissez faire » reste dominant et, comme le souligne toutes les analyses libérales, c'est un facteur de paix et de désarmement¹⁴. Pour Clinton¹⁵, la sécurité nationale dépend d'abord de la

¹¹ Murawiec, L. (1998), La révolution dans les affaires militaires aux Etats-Unis : puissance de l'innovation; Défense Nationale, Paris, Juillet.

¹²Galbraith J.K. (attribué à), La paix indésirable, rapport sur l'utilité des guerres, Calmann Levy, 1968.

¹³ Attali, J. (1978), La nouvelle économie française, Flammarion, Paris.

¹⁴ Coulomb, F. (1998), L'histoire de la pensée économique de la guerre et de la paix, Thèse, Grenoble.

puissance économique et chaque nation est en compétition avec les autres sur les marchés mondiaux. Cette idée combattue par Paul Krugman¹⁶ (« un pays n'est pas une entreprise ») conduit au développement de la géoéconomie au détriment de la géopolitique. Les Etats-Unis se sont dotés d'un appareil administratif important pour agir sur le commerce international (notamment avec le Advocacy Centre ou War room). L'utilisation de l'intelligence économique et des forces de contre-intelligence (avec le développement de la NISI (« National Industry Security Information »), du DTIC (« Defence Technical Information Centre ») et de la CIRD (« Central Information Reference Collection ») en porte témoignage.

Le développement économique des Nations est un facteur fondamental de la sécurité internationale, mais celle-ci ne peut durablement être maintenue dans le cadre d'effets de domination ou d'inégalités économiques et sociales excessifs. La guerre économique est toujours une opportunité disponible pour les grandes puissances¹⁷. Pour Claude Serfati¹⁸, la mondialisation va de pair avec la dynamique régressive du capitalisme. A côté d'îlots de prospérité, l'économie mondiale est en crise et le fossé se creuse inéluctablement. La globalisation, dominée par les pays les plus riches, ne conduit pas nécessairement à la paix. Kenneth Arrow rappelle opportunément que le précédent âge de la globalisation, fin du XIXe siècle, début du XXe siècle, a culminé avec la première guerre mondiale¹⁹.

Bibliographie

Attali, J. (1978), *La nouvelle économie française*, Flammarion, Paris.

Arrow, K.J. (2000), *Globalization and its Implications for International Security*, <http://www.ecaar.org/newsletter/Arrow.htm>

Coulomb, F. (1998), *L'histoire de la pensée économique de la guerre et de la paix*, Thèse, Grenoble.

¹⁵ Fontanel, J. (1998), *Globalisation, mondialisation, régionalisation, marchandisation. Vers un monde pacifique et prospère ou vers un monde de dominations et d'exclusions ?*, RPC, Université Pierre Mendès France, Grenoble.

Fontanel, J. (2003), *Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes. Débats*. PUG. Grenoble

¹⁶ Krugman, P. (1996), *A country is not a company*, Harvard Business Review, January-February.

¹⁷ Fontanel, J., Bensahel, L. (1992). *La guerre économique*. Ares, Défense et Sécurité [Grenoble, Lyon], 13(4), 9-50.

¹⁸ Serfati, C. (1999), *Le bras armé de la mondialisation*, Les Temps Modernes, janvier-février 2000, n° 607.

¹⁹ Arrow, K.J. (2000), *Globalization and its Implications for International Security*, <http://www.ecaar.org/newsletter/Arrow.htm>

Coulomb, F. and Fontanel, J., 2003. Disarmament: A century of economic thought. *Defence and peace economics*, 14(3), pp.193-208.

Fontanel, J., Smith, R., 1985. L'effort économique de défense. ARES, n Spécial, Grenoble, Lyon.

Fontanel, J., Bensahel, L. (1992). La guerre économique. Ares, Défense et Sécurité [Grenoble, Lyon], 13(4), 9-50.

Fontanel, J. (1994), La conversion économique du secteur militaire, Economica, Paris.

Fontanel, J. (1995), Les dépenses militaires et le désarmement, Publisud, Paris.

Fontanel, J. (1998), Globalisation, mondialisation, régionalisation, marchandisation. Vers un monde pacifique et prospère ou vers un monde de dominations et d'exclusions ?, RPC, Université Pierre Mendès France, Grenoble.

Fontanel, J. (1998), L'avenir de l'économie russe, Collection Débats, PUG, 1998, Grenoble

Fontanel, J., Coulomb, F. (2000), Disarmament in the Next Millenium, *Defence and Peace Economics*, Volume 11, number.

Fontanel, J., Coulomb, F. (2002), Disarmament : A century of economic thought, *Defence and Peace Economics*, Tome 28.

Fontanel, J., Brunat, E. (2001), Economic causes of an eventual rearmament, *Pax Economica*, n° 6, 2001.

Fontanel, J., Ward, M. (2002), A hard look at the costs of peace, *World Economics*.

Fontanel, J. (2002), Le coût du terrorisme, ARES, Grenoble, 2002.

Fontanel, J. (2003), Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes. Débats. PUG. Grenoble

Galbraith J.K. (attribué à), La paix indésirable, rapport sur l'utilité des guerres, Calmann Levy, 1968.

Krugman, P. (1996), A country is not a company, *Harvard Business Review*, January-February.

Matelly, S. (2000), Les déterminants économiques des dépenses militaires, Thèse, Grenoble, 30 septembre.

Murawiec, L. (1998), La révolution dans les affaires militaires aux Etats-Unis : puissance de l'innovation; Défense Nationale, Paris, Juillet.

Serfati, C. (1999), Le bras armé de la mondialisation, *Les Temps Modernes*, janvier-février 2000, n° 607.

UNIDIR (1992), Economic Aspects of Disarmament : Disarmament as an Investment Process, United Nations, A/47/346, 27 August, Geneva.